



**BELE - BELE**

*PRINCE KUM'A NDUMBE III*

Hickory Town (Bonabéri-Douala), le 07 juin 2018

## **Déclaration solennelle du Prince Kum'a Ndumbe III**

### **sur la commémoration de nos héros et sur la mémoire collective africaine**

Bonabéri-Douala, le 7 juin 2018

[www.fondationafricavenir.org](http://www.fondationafricavenir.org)

Moi, Kum'a Ndumbe III, fils de Ndumbe III, lui-même fils de Kum'a Mbape, Lock Priso Bell, lui-même fils de Mbape, lui-même fils de Belle ou Bell, lui-même fils de Dooh la Makongo, moi, l'aîné des aînés des Bell, devant mes pères et mes mères, entourés de mes contemporains et sous le regard lumineux du Dieu Suprême, je déclare :

*La réappropriation de la mémoire collective africaine effacée depuis des siècles est la condition première de rétablissement de la paix, de la consolidation de l'unité et de l'intégration des Etats artificiels imposés par le système colonial dans le moule d'une Afrique solidaire et en renaissance. Peuples africains, si vous ne savez pas d'où vous venez, quel est le legs de vos ancêtres, qui vous êtes, il sera facile de vous diviser, de vous opposer les uns contre les autres, de vous entretuer dans des violences indescriptibles, et ainsi de permettre à celui qui tire les ficelles invisibles de s'emparer de vos richesses et de mener une belle vie sur votre dos, loin de vos terrains de batailles fratricides. Tant que notre mémoire collective africaine ne sera pas rétablie en ce 21<sup>e</sup> siècle, nos édifices ressembleront à des châteaux de paille prêts à s'écrouler au moindre tremblement.*

L'incident de la destruction des grilles de protection du monument dédié à Ruben Um Nyobe par le Canton Bell à Bali-Douala le 26 mai 2018 a occasionné un déferlement de haine, d'insultes de bas étages, d'émergence de repli identitaire, de « tribalisme » et a surtout révélé des ignorances sublimes sur la marche de l'histoire des peuples qui forment le Cameroun dans ses frontières tracées par la colonisation. Les ministres chargés de l'éducation, des enseignements, de la recherche scientifique, de la culture et leurs inspecteurs sont interpellés pour des actions fondamentales et urgentes visant au rétablissement de la mémoire collective des peuples camerounais et africains. Les errements ont déjà trop duré depuis les indépendances. *Le rétablissement de la mémoire de nos peuples dans tous les domaines est une priorité pour la survie et l'avancement de nos peuples africains.*

#### **1- La violence structurelle**

Derrière l'incident de Bali se cache une violence structurelle d'une extrême gravité qui s'est établie depuis la colonisation et que l'Etat postcolonial a reconduit comme une donne permanente de l'administration moderne. Question fondamentale : **à qui appartient la terre ?** Au peuple géré par la structure royale ou à l'Etat ? Est-ce la terre de nos ancêtres ou la terre de l'Etat colonial et postcolonial par la suite ? La réponse sera imposée par la violence de longues guerres sur notre territoire, et l'Empereur d'Allemagne Guillaume II, premier colonisateur du Cameroun, proclamera que les terres camerounaises sont les terres de la Couronne allemande, par une loi, la « Kronlandgesetz » du 15 juin 1896 et la loi sur

B.P 9234 Douala IV<sup>e</sup>

Cameroun

Ancienne Route de Bonabéri, face hôtel Royal Palace

+237 690462927

[prince@fondationafricavenir.org](mailto:prince@fondationafricavenir.org)

l'expropriation du 14 février 1903 ne fera qu'enfoncer le clou. L'Etat colonial tolèrera de céder quelques parcelles, par l'attribution d'un titre foncier ou « Grundbuch » qu'il introduit et qu'il délivre lui, à qui il veut. La terre de nos ancêtres est ainsi devenue la terre de l'Etat colonial, puis de l'Etat postcolonial, mais nous Africains, nous vivons toujours jusque dans notre subconscient que nos terres sont les terres de nos ancêtres et non pas d'une structure abstraite appelée Etat. Voilà où réside la source profonde du conflit, et ceci s'accroît encore davantage dans les villes modernes africaines, cosmopolites de surcroît. Le colonisateur a structuré plus loin la violence en faisant de nos rois des « Häuptling », des chefs, titre dégradant qui n'existe nulle part au pays des rois, empereurs, princes, contes, et autres ducs. Pour disqualifier les rois africains par rapport au colonisateur, le terme de chef traditionnel sera inventé et imposé, et son rôle sera réduit à celui d'auxiliaire de l'administration, une courroie de transmission pour dicter aux populations les mesures arrêtées par l'administrateur tout puissant. Le roi africain deviendra ainsi un vassal colonial, un simple exécutant, une caution de l'administration auprès des populations, tant qu'il n'est pas emprisonné, exilé ou exécuté. L'Etat postcolonial prendra le relais, et il ira plus loin : désormais, c'est le gouvernement de l'Etat postcolonial qui nommera le chef, en signant son décret, même s'il fait semblant d'organiser des palabres pour la succession. En plus, le chef deviendra un auxiliaire du parti politique au pouvoir, il ne sera plus le rassembleur, mais deviendra partisan sur son propre territoire. Son autonomie ne sera que de façade, et son pouvoir restera inféodé au sous-préfet, au préfet, au gouverneur, au ministre compétent. L'Etat postcolonial ne s'interrogera pas sur cet héritage colonial qui a déstructuré nos sociétés, il s'en accommodera plutôt et va le pérenniser.

Le Délégué du Gouvernement ou Maire dans une ville agit pour le compte du gouvernement de l'Etat postcolonial, il n'a pas de comptes à rendre au roi dont l'autorité s'est réduit à un petit espace baptisé « canton », comme au Cameroun. Celui-ci par contre estime encore que le Délégué ou le Maire agit sur les terres royales et devrait au moins le consulter. *L'Etat postcolonial n'a pas encore pensé à décoloniser les structures des maisons royales, à dépasser l'inféodation des rois vis-à-vis de l'administration pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de centre de ressourcement des valeurs de l'Afrique profonde.* Les chefs s'éloignent de plus en plus de ces rôles d'inculturation des populations, d'autant plus qu'une fois nommés par décret, ils se sentent plutôt investis de pouvoirs de courroies de transmission, surtout quand ils ne sont pas issus de sang royal, et qu'ils n'ont bénéficié d'aucune initiation comme prince héritier. Un exemple : la nomination des chefs par décret chez les Bele Bele depuis l'indépendance du Cameroun a conduit à un vide de pouvoir patent et à un manque d'autorité du chef nommé. L'administration ayant écarté par décret les successeurs de Lock Priso Bell, Kum'a Mbape, du commandement royal à Bonabéri pour installer une famille non légitime aux yeux de nos pères et de nos mères, le règne s'est caractérisé par un vide de pouvoir et a souvent conduit à la folie de la personne nommée. *L'administration et le droit ont le devoir impératif de concilier système politique et juridique importés, imposés par la colonisation et hérités par la post-colonie avec les systèmes profondément africains qui ont géré nos sociétés depuis des millénaires. Nous devons parvenir à une synthèse moderne politique et juridique dans laquelle nos populations vont se reconnaître et qui leur fournira un équilibre psychique et mental dans la vie publique. C'est ainsi que nous arriverons à dépasser le stade de la post-colonie et parviendrons à un nouvel Etat consensuel fort et véritablement africain sur le sol d'Afrique.*

## **2- Migrations et constitution de nos propres banques de données**

C'est ici le lieu d'interpeller l'enseignement des grandes et petites migrations africaines depuis l'origine de l'homo sapiens sapiens, l'homme que nous sommes, donc depuis 300.000 ans, selon les résultats des recherches récentes. L'Afrique a été le point de départ de migrations de toute l'humanité, n'oublions pas que même les Européens à la peau blanche sont des Africains ayant émigré et dont la couleur de la peau, par manque de mélanine dans les sphères glaciales et froides, est devenue « blanche » il y a 8000 à 8500 ans seulement. Et que dire des vastes migrations des Africains depuis l'Egypte pharaonique agressée de toutes parts au déclin de cette grande civilisation des peuples noirs ou kamites, vers le sud du continent ?

Nous venons de mettre en place un projet pour illustrer par exposition interactive ces migrations et ces évolutions de l'humanité à partir du continent africain, une exposition qui va faire saisir l'apport de l'Africain dans l'évolution des sciences et du savoir de ce monde. Et

en 2018, vous ces Bantou du Cameroun, vous voulez vous entredéchirer en Duala, Bassa, Bakoko, Bamiléké, Bété, etc. ? Au profit de qui ? Retenez cet exemple : Le Fang-Bété du Cameroun, du Gabon, de Guinée Equatoriale et du Congo doit pouvoir se retrouver, parler sa langue commune, retrouver sa culture d'origine, la réinventer et l'offrir à la nouvelle Afrique ayant dépassé les frontières héritées de la colonisation. Voilà ce qui va contribuer à l'équilibre de nos enfants dans une Afrique en renaissance.

Je vous recommande ceci : cessons de prendre les insultes de l'envahisseur colonial contre nous, nos rois et nos peuples pour les réutiliser contre nous-mêmes. Même bien après la colonisation, ces insultes contre nos Chefs d'Etat n'ont pas cessé dans la bouche de ceux qui les reçoivent en grande pompe, mais les insultent une fois qu'ils sont partis. Et retenez ceci : souvent, ceux des nôtres qui leur résistent, même s'ils sont pourchassés et parfois assassinés, bénéficient d'un grand respect auprès du maître colonial ou postcolonial, et l'exemple de la description de Lock Priso Bell par le consul allemand Max Buchner qui a fait bombarder son palais à Hickory Town, Bonabéri en 1884, en est une belle illustration. Il écrit dans son livre publié en 1888 sur cet aîné des Bell : « Lock Priso de Hickory Town, ... en son temps notre principal ennemi et initialement notre principal résistant à notre prise de pouvoir... appartient à la meilleure des sortes et des plus réussies de prince nègre. »

Nous avons l'impératif devoir de constituer nos propres banques de données, nos propres archives, vidéos et films, de publier nos propres livres sur nous-mêmes, pour permettre à notre peuple de reconstituer sa mémoire collective, de se reconnaître et de puiser la force pour la reconstruction d'une Afrique moderne et équilibrée. C'est pour cela que de 1981 à 1986, nous avons interrogé 176 vieux de toutes les régions du Cameroun âgés de 90 à 100 ans, pour qu'ils nous disent ce qu'ils ont vécu quand le maître colonial est venu prendre possession de notre territoire, pour qu'ils nous apprennent le fonctionnement de nos sociétés avant et après la colonisation. Ces témoignages sont disponibles aujourd'hui en audio et dans des livres publiés par la collection « *Quand les Anciens parlent...* », aux Editions AfricAvenir. Nous disposons ainsi de sources camerounaises sur notre passé colonial articulées en duala, bassa, bakoko, batanga, ewondo, éton, manguissa, yémba, medumba, ghomala, nda'a nda'a, fulfuldé, etc. Ceux qui veulent en savoir plus peuvent se rapprocher de la Fondation AfricAvenir International.

### **3- L'action internationale pour la réappropriation de la mémoire collective africaine**

Mais notre action de réappropriation de la mémoire collective ne doit pas s'arrêter aux frontières du continent africain. La diaspora africaine de par le monde en a aussi urgemment besoin, tout comme l'ancien colonisateur qui au nom de son peuple gardé dans l'ignorance, a commis des atrocités indicibles sur notre terroir. Nous avons ainsi engagé, au travers de la section allemande de la Fondation AfricAvenir International, et en coopération avec d'autres organisations allemandes, une forte sensibilisation sur l'époque coloniale allemande, notre premier colonisateur, action qui a conduit aujourd'hui à deux résultats majeurs :

Le premier résultat : Les noms des rues attribués aux anciens esclavagistes et colonisateurs allemands vont être débaptisés en plein cœur de la capitale Berlin. L'avenue portuaire Gröbenufer honorant l'esclavagiste Gröben est devenue May Ayim Ufer, en mémoire de cette amie poétesse de père ghanéen et de mère allemande, qui s'est battu sans cesse contre colonisation, racisme et sexisme. En avril 2018, le parlement du district Wedding de Berlin, sur proposition des partis SPD (Sociaux-Démocrates), les verts (Die Grünen) et la Gauche (Die Linke) a décidé de rebaptiser 3 rues. L'avenue Lüderitz honorant le héros colonial allemand en Namibie sera rebaptisé Avenue Cornelius Fredericks pour rendre hommage à ce héros qui s'est opposé au génocide des Héréros et Namas et qui décéda dans le camp de concentration allemand Shark Island en 1907. L'Avenue Peters, aussi héros colonial allemand en Afrique de l'Est allemande, deviendra Avenue Anna Mugunda, honorant celle qui a lutté pour l'indépendance de la Namibie, et le prolongement de cette rue deviendra Avenue Maji Maji pour célébrer la résistance anti-coloniale en Afrique de l'Est allemande, actuelle Tanzanie. La Place Gustav Nachtigal, consul plénipotentiaire qui a fait du Cameroun un protectorat allemand, deviendra dans quelques mois Place Bell, en souvenir du martyr de Duala Manga Bell et de toute notre famille. Nous avons travaillé depuis dix ans à cela, avec plusieurs organisations démocrates. Les villes camerounaises et leurs conseils municipaux continueront-elles à célébrer les héros de la colonisation à la place de leurs fils et filles qui se sont battus pour notre liberté ? *Il faut se réveiller du sommeil profond de la mémoire effacée.*

Le deuxième résultat : Le nouveau gouvernement allemand constitué dans une coalition gouvernementale en mars 2018 et dirigé par la Chancelière Angela Merkel a inscrit ceci entre autres comme programme de gouvernement : « *Nous voulons renforcer la coopération culturelle avec l'Afrique et promouvoir des échanges renforcés dans le domaine culturel, en particulier par la mise sur le tapis de la question coloniale et la construction de musées et structures culturelles en Afrique* ». Les débats sur ces échanges ont débuté le 18 mai à Hambourg, et nous avons eu l'honneur d'y avoir été invité. Une déclaration fondamentale du Prince Bele Bele à propos de la mise sur le tapis de la question coloniale allemande en Afrique a été livrée aux participants à Hambourg.

En France, le Président Emmanuel Macron a déclaré à Ouagadougou le 28 novembre 2017 : « *Je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France... Le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. [Il] doit être mis en valeur à Paris, mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités. (...) Je veux que, d'ici à cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique.* ».

Les professeurs Bénédicte Savoy, membre du Collège de France et Felwine Sarr, économiste de l'Université Gaston Berger à Saint Louis et écrivain sénégalais, ont été nommés début mars 2018 par le Président Macron pour étudier les voies et moyens de restitution et de circulation de ces œuvres de culte, d'art et de pouvoirs africains. Ils devront remettre au Président français en novembre 2018 un rapport comprenant des propositions concrètes d'actions réalisables à court, moyen et long termes. Sur invitation du professeur Bénédicte Savoy, nous avons eu un fructueux entretien le 24 mai 2018 à Berlin et nous préparons une deuxième rencontre à Dakar le 12 juin pour un atelier devant discuter des voies et moyens de ces restitutions. En préparation de cette rencontre, la partie mémoire collective africaine a été actualisée sur le site Internet <http://www.fondationafricavenir.org/index.php/africa-s-collective-memory> pour suggérer une « approche globale » dans la reconstruction de notre mémoire collective camerounaise et africaine. Mais déjà le 1<sup>er</sup> juin, le professeur Bénédicte Savoy a livré un véritable plaidoyer à la maison de l'UNESCO à Paris, devant la Directrice Générale de l'UNESCO, le Président Talon du Bénin qui réclame la restitution des biens pillés par la France et devant un parterre impressionnant, pour que les Européens eux-mêmes cessent d'être des « *handicapés de la mémoire* ». Depuis plus de vingt ans, je réclame aux Allemands la restitution du « *Tangué* », *proue princière* de mon grand-père Lock Priso Bell, dérobé dans son palais le 22 décembre 1884. Le temps est venu, pour que ce Tangué rentre à Bonabéri.

Avec ces nouvelles politiques des anciens colonisateurs allemands et français qui vont entraîner ou sont en phase avec d'autres anciennes puissances coloniales, - la rue Lumumba sera inaugurée ce 30 juin en plein cœur de Bruxelles - un grand défi est lancé aux pays africains qui ne songent même pas encore à réclamer leurs biens pillés et faits prisonniers à l'étranger. Les Camerounais et Africains devraient se concentrer sur ces questions primordiales au lieu de se perdre en batailles de petites divisions « ethniques ».

### **En conclusion**

*Les peuples camerounais et africains doivent se réapproprier leur passé millénaire avec un sens critique et réinventer l'héritage de nos ancêtres dans tous les domaines, le dépasser et construire de nouveaux équilibres capables d'assurer l'avenir de nos enfants dans une Afrique qui saura constituer son unité, se défendre, et assurer une paix réelle pour nos citoyens. **La mémoire reconstituée, l'invention et la paix, voilà les éléments fondamentaux de notre devenir.** Chaque Camerounais, chaque Africain a le devoir de s'engager et de se donner. Les gouvernements africains ne peuvent plus se soustraire à leurs obligations. Les anciens pays colonisateurs eux-mêmes opèrent déjà un tournant décisif dans leur politique de restitution. Voilà la direction. Nous les encourageons, nous les félicitons !*

Moi, Prince Kum'a Ndumbe III, l'aîné des aînés des Bell, j'ai dit !

Le Prince des Bele Bele, Prince Kum'a Ndumbe III

Professeur Emérite des Universités, Membre du Comité International d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale ; Président du Comité de Dialogue pour le retour des objets de culte, d'art, de manuscrits et de documents africains, Protocole d'Entente entre la *Fondation AfricAvenir*

